**Demande de décision préjudicielle présentée par le Conseil de Prud'hommes d'Agen (France) le
21 avril 2022 — XT/ Keolis Agen SARL**

(Affaire C-271/22)

(2022/C 424/17)

Langue de procédure: le français

Jurisdiction de renvoi

Conseil de Prud'hommes d'Agen

Parties dans la procédure au principal

Partie requérante: XT

Partie défenderesse: Keolis Agen SARL

Questions préjudicielles

- 1) L'article 7, paragraphe 1 de la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003, concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail ⁽¹⁾, doit-il être interprété comme étant d'application directe dans les rapports entre un opérateur privé de transport, disposant d'une seule délégation de service public, et ses salariés, ce compte tenu tout particulièrement de la libéralisation du secteur des transports ferroviaires de passagers?
- 2) Quelle est la durée de report raisonnable des quatre semaines de congé payé acquis, au sens de l'article 7, paragraphe 1 de la directive 2003/88, en présence d'une période d'acquisition des droits à congés payés d'une année?
- 3) L'application d'un délai de report illimité à défaut de disposition nationale, réglementaire ou conventionnelle encadrant ledit report n'est-elle pas contraire à l'article 7, paragraphe 1 de la directive 2003/88/CE?

⁽¹⁾ JO 2003, L 299, p. 9.

**Demande de décision préjudicielle présentée par le Conseil de Prud'hommes d'Agen (France) le
21 avril 2022 — KH/ Keolis Agen SARL**

(Affaire C-272/22)

(2022/C 424/18)

Langue de procédure: le français

Jurisdiction de renvoi

Conseil de Prud'hommes d'Agen

Parties dans la procédure au principal

Partie requérante: KH

Partie défenderesse: Keolis Agen SARL

Questions préjudicielles

- 1) L'article 7, paragraphe 1 de la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003, concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail ⁽¹⁾, doit-il être interprété comme étant d'application directe dans les rapports entre un opérateur privé de transport, disposant d'une seule délégation de service public, et ses salariés, ce compte tenu tout particulièrement de la libéralisation du secteur des transports ferroviaires de passagers?
- 2) Quelle est la durée de report raisonnable des quatre semaines de congé payé acquis, au sens de l'article 7, paragraphe 1 de la directive 2003/88, en présence d'une période d'acquisition des droits à congés payés d'une année?